

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/02/salaires-des-enseignants-histoire-d-une-d...>

 Sylvie Lecherbonnier

 9 min read

Salaires des enseignants : histoire d'une dévalorisation sans fin

- [Débats](#)
- [Éducation](#)

Professeurs des écoles, certifiés ou agrégés subissent un décrochage salarial d'une telle ampleur depuis les années 1980 que les tentatives, ces dernières années, des gouvernements successifs pour revaloriser cette profession en perte d'attractivité restent insuffisantes.

Article réservé aux abonnés



Analyse. Au début des années 1980, un enseignant débutant gagnait l'équivalent de 2,3 fois le smic, aujourd'hui, il touche environ 1,2 fois le salaire minimum. Cette comparaison éloquente, portée par l'économiste Lucas Chancel, a frappé les esprits ces derniers mois tant elle illustre la chute du salaire des enseignants en quarante ans. Avec la pénurie de professeurs qui s'installe – plus de 4 000 postes de titulaires n'ont pas été pourvus en 2022 –, l'opinion publique a soudain pris conscience du phénomène. « *Les salaires ne sont plus à la hauteur des travaux et des efforts demandés* », a affirmé le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, mardi 30 août, sur RTL. Il a promis de passer les salaires des enseignants au-dessus de 2 000 euros net par mois à partir de la rentrée 2023.

Le salaire moyen des enseignants du public se situe à 2 596 euros net par mois, primes et indemnités comprises (en 2020, dernières statistiques publiées). Cette moyenne cache de fortes disparités entre les catégories d'enseignants (professeurs des écoles, certifiés, agrégés), leur statut (titulaires ou contractuels) et leur ancienneté. Un enseignant professeur des écoles ou titulaire du Capes, soit les trois quarts de la profession, perçoit 1 480 euros net par mois, hors prime, lors de son année de stage, et 1 680 euros quand il devient titulaire. Il gravit ensuite les échelons de la grille indiciaire au fur et à mesure de son ancienneté.

Lire aussi l'entretien : Article réservé à nos abonnés [Grève du 27 janvier : « La manière la plus simple de mesurer le déclassement des enseignants est le salaire »](#)

Comment en est-on arrivé là ? La fin de l'indexation du point d'indice sur l'inflation en 1983 a grevé sur le long terme le salaire des enseignants et le gel de ce point d'indice ces dix dernières années – jusqu'en juillet 2022 – a amplifié le phénomène. L'inflation, même comprise entre 0 % et 2 % par an, et l'augmentation des cotisations sociales ont grignoté les avancées obtenues, selon l'analyse de Bernard Schwengler, auteur de *Salaires des enseignants. La chute* (L'Harmattan, 2021).

La revalorisation, un « chantier permanent »

Le salaire des enseignants français a subi un triple décrochage en quelques décennies. Un décrochage par rapport aux autres fonctionnaires d'Etat, tout d'abord, pour qui la baisse de la valeur du point d'indice a été davantage compensée par une hausse de leurs

primes. Ces dernières représentent entre 10 % et 15 % de la rémunération globale des professeurs, alors qu'elles peuvent atteindre jusqu'à la moitié du montant d'une fiche de paie des cadres de la fonction publique. [Un rapport sénatorial le remarquait en juin](#) : « *Le salaire net des enseignants se rapproche de celui des brigadiers et gardiens de la paix* » dont les niveaux de qualification sont moins élevés.

Un décrochage vis-à-vis des salariés du privé aussi, dont les émoluments sont supérieurs de 10 % à 20 % à ceux des professeurs à niveau et expérience égale. La mastérisation, à savoir le recrutement des enseignants au niveau bac + 5, a joué un rôle en mettant en concurrence l'enseignement avec des métiers de cadre plus rémunérateurs. Pourquoi devenir professeur de mathématiques quand on peut être ingénieur ou travailler dans l'analyse de données ? Un décrochage enfin par rapport aux autres pays occidentaux. Les rémunérations des enseignants sont largement inférieures à la moyenne européenne selon l'OCDE.

Lire aussi l'entretien : Article réservé à nos abonnés [« Le discours sur la pénurie d'enseignants permet d'engendrer une flexibilité accrue du système »](#)

Les gouvernements de tout bord ne sont pas restés inactifs, au point que certains spécialistes parlent d'un « *chantier permanent de revalorisation* », mais les mesures prises n'ont pas été à la hauteur de la chute inexorable des salaires des enseignants. Augmenter 880 000 enseignants n'a rien d'anodin, il est vrai, face à la demande de maîtrise des comptes publics et de la masse salariale de l'Etat. Nicolas Sarkozy l'avait exprimé à sa manière, volontiers provocante, lors de la campagne présidentielle de 2012 : « *Nos enseignants sont mal payés parce qu'ils sont trop nombreux.* »

L'inflation complique l'équation

Pour répondre à la baisse d'attractivité du métier d'enseignant, les coups de pouce se sont avant tout concentrés sur les débuts de carrière ces dernières années. Ainsi, la prime d'attractivité qu'avait décidée le précédent ministre, Jean-Michel Blanquer, est dégressive : elle est d'environ 150 euros par mois lors de la première année d'exercice et descend à une vingtaine d'euros pour les enseignants plus chevronnés jusqu'à quinze ans de carrière. Résultat : seul un peu plus d'un enseignant sur deux l'a touchée et

l'objectif formulé alors de parvenir à 2 000 euros net par mois pour tous les enseignants n'a pas pu être atteint.

Rehausser la rémunération des débutants à ce niveau revient aujourd'hui à une augmentation de 20 % à 30 % de leur salaire de base selon qu'ils sont stagiaires ou titulaires, une hausse moindre si on la calcule à partir du salaire avec primes. Autre difficulté : il faut aujourd'hui plus d'une dizaine d'années d'expérience pour dépasser cette barre symbolique. Cette lenteur a des répercussions : *« Les enseignants français commencent et terminent leur carrière avec un salaire inférieur à la moyenne de l'Union européenne, mais c'est après dix et quinze ans d'ancienneté que l'écart avec la moyenne des pays européens est le plus important »*, souligne le rapport sénatorial.

Lire aussi la tribune : Article réservé à nos abonnés [« Face à la pénurie d'enseignants, la situation des universités n'est pas tenable sur le long terme »](#)

Pap Ndiaye le sait : *« C'est toute la grille salariale qui doit être revue. »* Mais le retour d'une plus forte inflation va encore compliquer l'équation budgétaire. Dans ce contexte contraint, la volonté du chef de l'Etat d'introduire *« un nouveau pacte »* avec les enseignants où ils verraient leur rémunération augmentée en fonction de nouvelles missions pourrait rebattre les cartes mais suscite déjà de vives oppositions : la profession ayant le sentiment de réaliser depuis longtemps déjà de nouvelles tâches, comme l'accompagnement personnalisé des élèves, non rémunérées. Le pari est risqué : aucun gouvernement n'a encore réussi à imposer une revalorisation avec contrepartie.

Sylvie Lecherbonnier

[Contribuer](#)

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.